



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Uid 39-71 / Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 09/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Manufacture française des pneumatiques Michelin

Zone industrielle de la Fiolle
BP 46
71450 Blanzay

Références : XG/MV/2024/C_178

Code AIOT : 0005401253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement Manufacture française des pneumatiques Michelin implanté Zone industrielle de la Fiolle BP 46 71450 Blanzay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Manufacture française des pneumatiques Michelin

- Zone industrielle de la Fiolle BP 46 71450 Blanzay
- Code AIOT : 0005401253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Manufacture française des pneumatiques Michelin exploite, sur le territoire de la commune de Blanzay, un site spécialisé dans la production de pneumatiques « génie civil » (carrières, chantiers de travaux public et ports) et de produits semi-finis dont la production alimente des usines du groupe à l'international. Le site dispose également d'un pôle d'ingénierie et intervient pour le groupe dans le champ de la recherche et développement.

L'établissement emploie environ 1000 personnes et fonctionne en 3x8h pour la production, du lundi au samedi, sauf l'activité de cuisson également réalisée le dimanche.

L'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement Seveso seuil haut est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° DLPE/BENV-2015-309-1 du 5 novembre 2015.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesure des émissions canalisées ou diffuses	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des émissions par bilan	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.1.2	Sans objet
3	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 4.2.1	Sans objet
4	Surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.3	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.4	Sans objet
6	Surveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.6.1	Sans objet
8	Actions correctives	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.3.1	Sans objet
9	Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.3.2	Sans objet
10	Bilans et rapports annuels	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.4.1	Sans objet
11	Bilan eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées retient de sa visite une exploitation des installations conforme aux prescriptions et une démarche proactive de l'exploitant qui intègre la prise en compte des enjeux environnementaux comme axe d'amélioration continue, avec notamment une analyse critique régulière des prescriptions et de leur adaptation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure des émissions canalisées ou diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des émissions atmosphériques			
Prescription contrôlée :			
Les dispositions minimales de surveillance suivantes sont mises en œuvre :			
Paramètres / Fréquence	Conduit N°1	Conduit N°2	Conduit N°3 à 11
Poussières	Semestrielle	Semestrielle <i>Annuelle si usage en secours uniquement</i>	Annuelle
Débit et vitesse d'éjection	Semestrielle	Semestrielle	-

NO _x en équivalent NO ₂	Semestrielle	Semestrielle <i>Annuelle si usage en secours uniquement</i>	-
SO ₂	Semestrielle	Semestrielle	-
CO	Semestrielle	Semestrielle	-

La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux sont mesurées à l'occasion de chaque campagne de mesures.

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence sont transmis semestriellement à l'inspection des installations classées. Les périodes de fonctionnement de chaque appareil sont précisées.

Constats :

La surveillance est réalisée, mais à fréquence irrégulière. En conséquence, aucun prélèvement n'a été opéré en 2022.

Selon les campagnes d'analyses, des dépassements de débits, dont certains sont significatifs, sont parfois constatés sur des extracteurs différents.

Les exutoires sont désignés différemment dans les rapports et l'arrêté préfectoral d'autorisation, ce qui complexifie l'exploitation des résultats.

Le dépoussiéreur est actuellement en panne mais la ligne de production associée n'est pas en fonctionnement. La campagne d'analyse 2024 sera conduite en décembre, après réparation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'analyse 2024 des rejets atmosphériques du dépoussiéreur à réception et après analyse des résultats.

L'exploitant veillera à améliorer le suivi des émissions canalisées en :

- réalisant les analyses de manière à disposer systématiquement d'un rapport par année civile,
- désignant les exutoires dans les rapports d'analyses tels que dans l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- vérifiant la conformité des débits aux exutoires à l'issue des opérations de maintenance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Surveillance des émissions par bilan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.1.2		
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des émissions atmosphériques		
Prescription contrôlée :		
L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :		
Paramètres	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COV NM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques*	Plan de gestion de solvant	Annuelle
<p>* COV ayant ou pouvant avoir un effet sur la santé humaine ; ce sont les COV dits à phrases de risque :</p> <p>- H340, H350, H360D (R45, R46, R49, R60, R61) : cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques</p> <p>- H341, H351 (R40) dont on soupçonne des effets cancérigènes.</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation, qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant est supérieure à 30 tonnes/an, le plan portant sur l'année N est transmis avant le 30 mars de l'année N+1 à l'inspection, accompagné des actions de réduction de consommation mises en œuvre.</p>		
Constats :		
<p>Le plan de gestion des solvants est établi annuellement et transmis via l'application GERE. Le plan d'action visant à la réduction de la consommation des COV est transmis à l'inspection.</p> <p>Observation : L'exploitant veillera à développer les actions entreprises dans son plan de gestion des solvants et à en évaluer l'efficacité.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 3 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 4.2.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau		
Prescription contrôlée :		
Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :		
Originede la ressource	Nomde la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvementmaximal annuel (m3)
Réseaupublic d'eau potable	BLANZY(retenue de la Sorme-FRGL135)	25000

Réseaud'eau brute	BLANZY(retenue de la Sorme-FRGL135)	1,02m ³ /t de produits élaborés (pneumatiques etsemi-finis)
<p>L'exploitant réalise et transmet sous 6 mois à compter de la date de signature du présent arrêté une étude technico-économique de réduction des prélèvements d'eau. Cette étude examine en outre la possibilité d'un prélèvement en nappe en lieu et place d'un prélèvement en eau superficielle.</p>		
<p>Constats :</p> <p>Le prélèvement 2023 d'eau potable est conforme à la prescription de l'arrêté. En revanche, en 2024, le prélèvement d'eau brute s'élève à 141 141 m³, ce qui correspond à un taux de consommation d'eau brute, rapporté à la masse de produits élaborés, de 1,11. Ce chiffre dépasse la valeur limite fixée à 1,02</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport dans lequel il argumente le dépassement qu'il a lui-même constaté. À l'étude, il apparaît que la consommation dépend ainsi plus de paramètres indépendants de la masse produite, notamment du fait qu'une grande partie de cette eau consommée est due à l'alimentation saisonnière des tours aéroréfrigérantes et aux activités de maintenance.</p> <p>Prescription non adaptée : Le taux prescrit en m³/t pour la quantification de la consommation en eau brute autorisé n'est plus adapté à la situation. La prescription pourra être révisée en consommation quantitative (m³) annuelle sur la base de l'étude technico-économique de réduction des prélèvements d'eau que demandait l'arrêté préfectoral.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant proposera une valeur, exprimée en m³, correspondant à la quantité d'eau maximale susceptible d'être prélevée annuellement, sur la base de l'étude technico-économique attendue à l'article 4.2.1 de son arrêté préfectoral.</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		

N° 4 : Surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.3	
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance	
Prescription contrôlée :	
Les dispositions de surveillance minimales suivantes sont mises en œuvre :	
Paramètres / Fréquence	EAUX RÉSIDUAIRES
Débit/Volume	En continu
pH	En continu

Température	Mensuelle
MES	Mensuelle
DCO	Mensuelle
DBO ₅	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	Mensuelle
Zinc et ses composés	Mensuelle
Azote global	Mensuelle
Phosphore total	Mensuelle
Chlorures	Semestrielle

Les analyses s'effectuent sur des prélèvements d'échantillon représentatifs (moyens sur 24h).

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 *relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement*, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance sont transmis mensuellement par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

Constats :

La surveillance est réalisée aux fréquences prescrites. Les mesures de température et de pH sont réalisées en suivi continu automatisé ; les autres analyses sont réalisées à partir d'un prélèvement sur un échantillon représentatif moyen sur 24h.

Observation : un dépassement de valeur du zinc a été constaté lors des analyses conduites en octobre 2023, sans que la cause ait pu être identifiée par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Deux campagnes de prélèvement d'eaux souterraines et d'analyses sont réalisées annuellement dont une fois en période de hautes eaux et une fois en période de basses eaux. Pour chacun des piézomètres et à chaque campagne de mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la température, le pH et la conductivité des eaux souterraines sont mesurés ; et a minima, les paramètres suivants sont analysés : - le zinc ; - les hydrocarbures totaux ; - les HAP ; - l'azote kjeldhal ; - les nitrates ; - le phosphore total ; - les sulfates ; - les chlorures. <p>Est également analysée toute substance jugée pertinente par l'exploitant pour caractériser une éventuelle pollution de la nappe liée à son activité et pouvant être différenciée de la pollution passée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux campagnes de prélèvement et d'analyse sont réalisées annuellement, en périodes de hautes et basses eaux (mars et octobre). Elles comprennent les paramètres de l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats de surveillance sont présentés dans un registre établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur (arrêté ministériel du 29 février 2012). Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues. L'exploitant utilise la codification réglementaire en vigueur pour ses déclarations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un registre consigne les déchets sortants conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel. La collecte et le traitement des déchets sont consignés dans l'application Trackdechets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivants la réalisation du confinement des installations de transport de noir de carbone et de silice puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Une campagne de mesures a été réalisée en 2019 et en 2022, puis à nouveau en 2023 en raison d'un dépassement de la valeur limite d'émergence au point n°4 en période diurne, tandis que le niveau limite de bruit à ce même point était conforme.</p> <p>Observation : Une réclamation d'un riverain a été déposée auprès de l'entreprise en 2023. L'analyse menée par l'exploitant n'a pas permis d'identifier la cause du dépassement. Lors de la campagne de vérification des mesures conduites en 2023, toutes les mesures étaient à nouveau conformes, comme en 2019. L'exploitant indique que la cause probable pourrait être le trafic routier sur la rue à libre circulation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une cartographie du bruit du site mériterait d'être établie, de manière à écarter toute cause de dépassement en zone d'émergence réglementée due à l'exploitation de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Actions correctives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, suivi, interprétation et diffusion des résultats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 10.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète.</p> <p>Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures réalisées dans le cadre de son programme d'autosurveillance prescrit à l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral. Il est organisé en 3 niveaux managériaux de traitement des anomalies constatées (responsable d'îlot, chef d'atelier, responsable d'activité), selon une instruction décrivant les modalités de détection, signalement, traitement et suivi. Une communication est réalisée en formalisation du retour d'expérience.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi, interprétation et diffusion des résultats
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin du premier trimestre un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 10.2 pour l'année précédente. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 10.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. [...]
Constats : L'exploitant présente le bilan annuel lors de la réunion de la commission de suivi de site. Il a transmis le rapport 2023 de synthèse des résultats des mesures et analyses prescrites à l'inspection des installations classées. Observation : L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection, chaque année, le rapport de l'année n avant la fin du premier trimestre de l'année n+1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bilans et rapports annuels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, bilans périodiques
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : <ul style="list-style-type: none">• des utilisations d'eau ;• le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;• de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. [...]
Constats : L'exploitant déclare chaque année le bilan annuel de ses utilisations d'eau et de la masse des émissions de polluants sur l'application GEREPE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bilan eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2015, article 10.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, bilans périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, tous les quatre ans, un dossier faisant le bilan du suivi de la qualité des eaux souterraines et faisant apparaître les évolutions observées de la qualité des eaux souterraines sur la période quadriennale écoulée.</p> <p>Le bilan quadriennal comprend également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la comparaison avec l'état initial de l'environnement réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement et le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison. • les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de la surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.
<p>Constats :</p> <p>Le bilan quadriennal de suivi de la qualité des eaux souterraines et de son évolution pour la période 2020-2023 a été transmis au préfet. Il comprend la comparaison avec l'état initial et la proposition, dans le cas présent, de continuité de la surveillance prescrite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite